



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Avril 2025

# Sommaire

---

Focus – situation géopolitique .....	3
<b>Fourniture énergétique en Slovaquie et Hongrie &amp; pays tiers</b> .....	3
<b>Etats-Unis et énergie</b> .....	3
Tendance .....	4
<b>Profusion de projets pour le stockage énergétique</b> .....	4
Faits saillants .....	5
POLOGNE .....	5
HONGRIE.....	8
TCHÉQUIE .....	9
SLOVAQUIE.....	14
LITUANIE .....	17
LETTONIE .....	18
ESTONIE .....	19
Agenda .....	21

**-8,5%**

C'est la baisse des émissions polonaises entre 2022 et 2023.

Soit 348,44 Mteq CO<sub>2</sub> émis en 2023

**97g/kWh**

C'est l'émissivité de la production électrique slovaque en 2024.

La Slovaquie est en 4<sup>ème</sup> position en UE des pays à l'énergie électrique la moins carbonée, après la Suède, la France et la Finlande

# Focus – situation géopolitique

## Fourniture énergétique en Slovaquie et Hongrie & pays tiers

La Hongrie renforce sa coopération énergétique avec la Turquie. MOL et la société turque TPAO ont conclu un accord stratégique pour des projets d'exploration pétrolière en Hongrie, poursuivant ainsi leur collaboration initiée en Russie et en Turquie. La Turquie représente un partenaire clé pour la Hongrie en matière de sécurité énergétique, comme en attestent les 7,6 Mds m<sup>3</sup> de gaz acheminés via le gazoduc TurkStream en 2024. La Russie reste également un fournisseur majeur pour la Hongrie. La Russie a livré à la Hongrie 8,6 Mds m<sup>3</sup> de gaz naturel (78% de la consommation hongroise 2024) et 4,8 Mt de pétrole en 2024 (50% des besoins).

Parallèlement, la capacité de l'interconnecteur gazier entre Hongrie et Slovaquie a été portée de 2,6 à 3,5 Mds m<sup>3</sup>. Au cours de ces derniers mois, le flux du gaz depuis la Hongrie vers la Slovaquie a augmenté de 0,9 Md m<sup>3</sup>/an à 3,5 Mds m<sup>3</sup>/an. En effet, depuis l'arrêt du transit du gaz russe via l'Ukraine, qui était la principale route d'approvisionnement de la Slovaquie, la Hongrie est devenue le fournisseur clé pour la Slovaquie. D'ici 2030, la capacité devrait croître jusqu'à 5 Mds m<sup>3</sup> et devrait donc couvrir plus que la consommation annuelle du pays. Selon Péter Szijjártó, ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce les livraisons de gaz à destination de la Slovaquie, via cette interconnexion, ont bondi de 50 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

Fin mars, la principale compagnie de gaz slovaque la société publique SPP, a créé en Ukraine sa filiale « SPP plus ». Elle a été établie en vue de jouer un rôle d'agent/intermédiaire qui, à la frontière entre l'Ukraine et la Russie, prendrait le gaz russe ou azerbaïdjanais pour le faire transiter via l'Ukraine après le paiement de tous les prélèvements liés à l'utilisation des infrastructures ukrainiennes. Le directeur général de SPP, M. Vojtech Ferencz, espère que « SPP plus » sera en mesure de commencer ses opérations à l'automne. « SPP plus » devra obtenir toutes les autorisations auprès de l'Ukraine. La filiale devrait assurer le transit pour le compte de sa maison mère, et également pour d'autres clients européens.

Après avoir repris début février, les importations de gaz de l'Ukraine en provenance de Slovaquie ont été à nouveau interrompues. Le dernier flux vers l'Ukraine date du 7 mars.

## Etats-Unis et énergie

Les États-Unis ont prolongé jusqu'en mai l'exemption accordée à la Hongrie dans le cadre des sanctions qui compliquent l'approvisionnement pétrolier dans plusieurs pays de la région. La mise sous sanctions de Gazprombank pourrait entraîner des perturbations dans l'approvisionnement en pétrole et exercer une pression à la hausse sur les prix des hydrocarbures. Un éventuel arrêt de la raffinerie NIS pourrait également affecter la distribution de carburants dans la région.

Le [ministre de l'Industrie tchèque, Lukas Vlcek, s'est rendu en mars au Texas](#), où il a rencontré le gouverneur Greg Abbott pour évoquer le développement de la coopération bilatérale dans les domaines du GNL, de la défense et des investissements industriels. Cette visite s'inscrit dans la stratégie tchèque de diversification post-russe, notamment via l'accès au gaz américain. Le ministre a présenté les États-Unis comme partenaire stratégique pour la sécurité économique de la Tchéquie (énergie, matières premières critiques). Les échanges commerciaux tchéco-texans ont triplé en dix ans pour atteindre près de 2 Md USD. Le Texas est considéré comme un hub d'entrée privilégié pour les entreprises tchèques.

# Tendance

## Profusion de projets pour le stockage énergétique

En Pologne, la société PGE (Polska Grupa Energetyczna) mise massivement sur le développement du stockage d'énergie. D'ici 2035, elle prévoit de construire 85 installations de stockage d'une capacité totale de plus de 17 GWh, permettant d'alimenter 2,5 M de foyers pendant 24h. Ces projets s'inscrivent dans sa stratégie de transition énergétique, où les énergies renouvelables, bien que fluctuantes, doivent pouvoir être intégrées de manière stable au système grâce à des moyens de stockage. PGE entend développer à la fois des solutions de grande envergure, comme le mégaprojet de Żarnowiec – futur plus grand système de stockage en Pologne et l'un des plus importants en Europe – et des installations plus petites réparties à l'échelle du pays. Le projet de Żarnowiec, qui sera opérationnel en 2027, affiche une puissance de 262 MW et une capacité de 981 MWh. Sa réalisation, d'un montant de 363 M€, est confiée à LG Energy Solution.

En Hongrie, de nombreux projets de stockage émergent également, alimentés par les fonds européens. Pannon Green Power a installé une capacité de stockage en batterie de 10 MWh à Torokszenmiklos. Le projet a bénéficié d'un financement de 668 M€ de l'Union européenne. Futureal Energy déploie un projet de stockage d'énergie de 4 MW et d'une capacité de 8 MWh à Maglód et Fót. Porté par sa filiale FEH Solar One Kft, ce développement vise à optimiser l'efficacité énergétique des centres logistiques grâce à l'installation de cinq petites centrales électriques. Financées à hauteur de 1,34 M€ par des fonds européens, ces infrastructures permettront de stabiliser l'approvisionnement en énergie solaire et d'adapter la consommation des centres logistiques à leur production photovoltaïque. La filiale d'énergie renouvelable de l'entreprise publique d'énergie MVM, MVM Zöld Generáció, a développé une unité de stockage de batteries lithium-ion d'une capacité de 20 MWh à côté de son parc éolien de Sopronkövesd, près de la frontière autrichienne. Le projet a reçu un financement de 3,37 M€ de la part du Fonds de Relance et de Résilience de l'UE. MOL a également annoncé la construction d'un système de stockage d'énergie d'une capacité de 40 MWh sur le site de MOL Petrochemicals à Tiszaújváros. La mise en service du stockage par batteries est prévue pour le premier trimestre 2026. MOL prévoit de développer 100 MWh de capacité de stockage en Hongrie d'ici 2030. L'investissement, coordonné par le ministère de l'Administration publique et du Développement régional, bénéficie du soutien de l'Union européenne avec une subvention de 6,74 M€ dans le cadre du Plan de Relance et de Résilience. Le fabricant hongrois de produits en aluminium Inotal investit pour le développement d'un système de stockage par batteries de 10 MW sur son site de Várpalota, dans l'ouest du pays. Annonce faite par le directeur de l'usine, M. Tamás Németh. Inotal a obtenu une aide de 3,46 M€ de l'Union européenne pour ce projet, qui devrait être achevé à l'automne. Ganz Transzformátor- és Villamos Forgógépgyár a achevé la construction d'une centrale solaire et d'un système de stockage d'énergie sur son site de Tápiószele, dans le comitat de Pest, ce qui marque une avancée majeure vers la réduction de sa dépendance aux énergies fossiles. Cet investissement comprend un système de stockage d'énergie d'une capacité de 5,2 MWh, installé à proximité d'un parc solaire équipé de 4 040 panneaux photovoltaïques. L'installation devrait produire environ 2 830 MWh d'électricité par an, couvrant ainsi une grande partie des besoins énergétiques annuels de l'usine, estimés entre 3 500 et 3 600 MWh.

En Estonie, l'opérateur électrique public Eesti Energia a inauguré, fin mars, le plus grand complexe de batteries électriques d'Estonie. Situé dans la zone industrielle d'Auvere, au Nord-Est du pays, le parc possède une puissance et 26,5 MW d'une capacité de stockage d'électricité de 53,1 MWh. Ce complexe aura nécessité 19,6 M€ d'investissements et est le fruit d'une coopération entre Eesti Energia et l'intégrateur de systèmes de solutions énergétiques Diotech Group (Estonie) – dont la technologie des batteries est fournie par LG Energy Solution (Corée du Sud).

En Slovaquie, le projet de modernisation de la centrale hydroélectrique à accumulation par pompage de Čierný Váh au nord du pays, aujourd'hui la plus grande installation pour le stockage d'électricité dans le pays, a été sélectionné parmi les projets d'intérêt commun par la Commission dans le cadre du CEF Energy. Ce projet devrait prolonger de 25 ans la vie technique de la centrale.

Enfin, plusieurs pays ont dimensionné des appels à projet pour le développement du stockage électrique. Depuis le 25 mars, l'Agence lituanienne de l'énergie a lancé un appel à candidatures pour accorder 18 M€ pour l'installation de dispositifs de stockage d'électricité. Le montant de la subvention est trois fois plus important que l'année précédente. Outre les agriculteurs et les entreprises qui pouvaient déjà bénéficier de telles subventions, les institutions publiques ayant déjà installé des centrales de production d'énergie renouvelable peuvent désormais également en bénéficier. Les subventions couvriront l'achat et l'installation de systèmes de stockage d'électricité, avec un financement pouvant atteindre 30% des coûts d'installation. Les dispositifs doivent avoir une capacité de stockage pouvant aller jusqu'à 1000 kWh. En Slovaquie, le ministère de l'Economie a lancé début avril un appel à projets doté de 30 M€ issu du plan de relance, pour soutenir la construction des installations de production d'électricité à partir des énergies renouvelables et des systèmes de batterie.

## Faits saillants

### POLOGNE

#### Nominations

Le 26 mars, le conseil d'administration de Polskie Porty Lotnicze – PPL (aéroports polonais) a nommé Łukasz Chaberski au poste de président de PPL. Il a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> avril 2025. Il est l'un des collaborateurs les plus proches de Maciej Lasek, vice-ministre des infrastructures et plénipotentiaire en charge de CPK. En juillet 2024, Chaberski a été nommé directeur de son bureau au ministère. Du 28 novembre au 3 mars, il a été président par intérim du Polish Aviation Group (PGL) et président du conseil de surveillance de la société.

Le 3 mars, Piotr Kowalczyk a été nommé au poste de vice-président de l'Agence Polonaise de la Navigation Aérienne (PAŻP). Il possède une longue expérience en gestion financière, acquise dans les secteurs des télécommunications et technologiques.

Le 1<sup>er</sup> avril, Hanna Kończal a été nommée cheffe de l'Inspection Générale de la Protection de l'Environnement (GIOŚ). Auparavant, elle a occupé le poste d'adjointe à l'inspecteur de la protection de l'environnement de la voïvodie de Grande Pologne et de directrice du département à l'Inspection Générale de la protection de l'environnement à Varsovie. De 2007 à 2011, elle a été membre du Conseil écologique national auprès du président de la République de Pologne.

#### Énergie

##### - électricité

Le ministère polonais du Climat et de l'Environnement a présenté une réforme du droit de l'énergie visant à accélérer la transition énergétique – actuellement en consultation publique. Elle modifie les règles de raccordement au réseau, notamment pour les énergies renouvelables, en réduisant la validité des conditions de raccordement de 2 à 1 an, en doublant les acomptes (14,5 €/kW) et en introduisant une redevance non remboursable (0,24 €/kW). Des jalons contractuels imposent aux porteurs de projets de justifier leurs autorisations sous 24 mois ainsi que la signature des contrats d'équipement sous 36 mois, sous peine de résiliation et redistribution des capacités. La réforme élargit le "cable pooling", simplifie les procédures administratives, fixe à 60 jours le délai de vérification des dossiers, et encadre les recours (6 mois auprès de l'URE - Office de régulation d'énergie polonais). Elle supprime l'obligation de raccordement sous 48 mois, prévoit des raccordements temporaires en cas de saturation du réseau, et impose la digitalisation des démarches.

##### - chauffage

Face aux nouvelles réglementations et en réponse à l'objectif de décarbonation, la place du gaz dans le chauffage en Pologne évolue. Depuis 2025, les chaudières autonomes au gaz naturel ne bénéficient plus de subventions et c'est la fin progressive des soutiens aux systèmes fossiles. En revanche, les systèmes hybrides combinant chaudière à gaz et énergie renouvelable, comme

les pompes à chaleur, restent éligibles aux aides. Dans ces systèmes, la chaudière joue un rôle d'appoint, optimisant l'usage du gaz tout en intégrant des sources plus propres. Parallèlement, l'intérêt pour les combustibles gazeux alternatifs comme le biométhane et le biopropane progresse. Produits à partir de déchets organiques, ces gaz peuvent être utilisés dans les chaudières existantes sans modifications majeures, facilitant ainsi la transition vers un chauffage plus durable. Malgré la pression réglementaire, les chaudières au gaz devraient rester présentes jusqu'en 2040, notamment dans les bâtiments existants. À terme, les normes seront plus strictes, avec des exigences d'efficacité et de réduction des émissions et l'introduction de chaudières prêtes pour l'hydrogène, capables de fonctionner avec des mélanges ou 100 % d'hydrogène. Ces évolutions visent à adapter le secteur à un avenir énergétique plus propre tout en valorisant l'infrastructure gazière existante.

### - renouvelables

Ocean Winds et la société polonaise Crist Offshore ont signé un contrat majeur pour la construction d'une station électroénergétique offshore (OSS) destinée au parc éolien BC-Wind en mer Baltique. C'est la première fois qu'une entreprise polonaise est responsable de projet pour un tel chantier, en assurant la conception, la construction et la mise en service. La station, en cours de conception, sera réalisée à Gdynia, pèsera 2 000 t et mobilisera plus de 400 spécialistes jusqu'à mi-2027. Elle recueillera l'électricité produite par les turbines pour la transmettre à une station terrestre à Choczewo. Le parc BC-Wind, développé par Ocean Winds (EDP Renewables et ENGIE), sera situé à 23 km des côtes, avec une capacité de 390 MW sur 91 km<sup>2</sup>, alimentant environ 488 000 foyers. Ce contrat marque un tournant pour Crist Offshore, qui affirme sa capacité à gérer des projets complets et renforce la place des entreprises polonaises dans la transition énergétique. Il s'inscrit également dans une stratégie de développement de la chaîne d'approvisionnement nationale, notamment via un consortium entre Crist et Baltic Industrial Group pour fournir des OSS modernes.

### - gaz

Gaz-System, l'opérateur national du transport de gaz en Pologne, prévoit d'acheminer 20,7 Mds m<sup>3</sup> de gaz en 2025, contre 16,9 Mds en 2024, avec un pic possible à 28,6 Mds en 2031 avant un léger recul à 26 Mds en 2040. Ces projections s'inscrivent dans le [Plan de développement décennal du réseau \(2026-2035\), actuellement en consultation](#). Le plan prévoit l'extension du réseau de 1 000 km d'ici 2035, pour atteindre 13 800 km, afin d'accompagner la montée en puissance du gaz dans le mix énergétique. D'ici 2027, plusieurs projets seront finalisés, dont le nœud et la station de compression de Lwówek dans le cadre du programme des gazoducs de transit, ainsi que de nouveaux points de raccordement pour renforcer la sécurité énergétique face à la baisse des importations de l'Est. À plus long terme, Gaz-System poursuivra ses investissements selon l'évolution du marché, avec des projets clés comme le raccordement du terminal flottant FSRU à Gdańsk, le programme « Coal to Gas », la modernisation de l'alimentation en gaz de Varsovie et le corridor Centre-Est.

### - hydrogène

Polenergia a décidé d'abandonner le projet « H2 HUB Nowa Sarzyna : Green Hydrogen Storage », pour lequel un accord de financement a été signé avec le Centre national de recherche et de développement (NCBiR) en 2022. Parmi les raisons de sa décision, Polenergia indique des délais de livraison plus longs qui ne respectent pas le calendrier adopté dans le cadre de l'appel d'offres, et une réduction de la disponibilité des composants technologiques nécessaires pour le projet.

## Environnement

À partir du 30 avril, la Banque de l'Économie Nationale (BGK) ne recevra plus les demandes des collectivités locales dans le cadre de l'objectif « Transition Verte des Villes » du Plan National de Relance et de Résilience. Cette décision fait suite à la réduction du budget dédié. 26 Mds PLN (6 Mds€) de l'enveloppe totale initialement prévue pour cet objectif s'élevant à 40 Mds PLN (9,3 Mds€) ont été réorientés vers le nouveau Fonds de la Sécurité et de la Défense (FBiO).

## - émissions CO<sub>2</sub>

Selon les données de *KOBIZE* (Centre national de l'équilibrage et de la gestion des émissions), en 2023, 348,44 Mt<sub>eq</sub> CO<sub>2</sub> ont été émis, soit une baisse de 8,5% par rapport à 2022. Il s'agit des **émissions annuelles les plus faibles jamais mesurées** par le Centre. Depuis le début des mesures début 1988, les émissions ont diminué de 39,8%.

Début mars, Orlen et la société norvégienne Equinor, l'une des plus grandes entreprises énergétiques d'Europe, ont signé un accord concernant le développement des compétences en matière d'utilisation de la technologie CCS. Orlen et Equinor prévoient d'identifier les sites potentiels de stockage de CO<sub>2</sub>, à la fois sur terre et dans la partie polonaise de la mer Baltique. Dans une prochaine étape, les partenaires analyseront la possibilité de créer des entreprises communes sur la base des sites de stockage sélectionnés dans le pays.

## - déchets

Le 24 mars a eu lieu l'inauguration officielle de l'unité de valorisation énergétique *Port Czystej Energii* à Gdańsk. L'usine traitera majoritairement des combustibles solides de récupération (CSR), issus du centre de tri-préparation actuellement en exploitation sur le même site, ainsi que de deux autres centres de prétraitement des déchets ménagers de la région. En tout, ce sont 40 communes qui sont concernées. La chaleur issue de la combustion des CSR est récupérée pour alimenter le réseau de chaleur de la ville, en remplacement des énergies fossiles. Le coût de l'investissement s'élève à plus de 810 M PLN (188 M€), dont environ 271 M PLN (63 M€) de fonds européens. Le projet a été réalisé en PPP par le consortium composé de Paprec Energies, Webuild, et Termomeccanica Ecologia.

## - forêts

En 2024, la société publique *Lasy Państwowe* (forêts nationales) a réalisé un bénéfice net de 764 M PLN (178 M€) contre 350 M PLN (81,4 M€) prévus. Selon les prévisions des sylviculteurs, en 2025 le résultat net atteindra 400 M PLN (93 M€). Les forêts nationales n'ont pas encore présenté les autres données financières, y compris les revenus de l'année dernière, qui seront incluses dans le rapport financier et économique qui sera publié début juin. En 2024 les forêts nationales ont transféré au budget de l'Etat, entre autres, environ 387 M PLN (90 M€) au titre de la taxe forestière et 224 M PLN (52 M€) au titre de la vente de bois.

## - qualité de l'air

Le 31 mars a démarré la nouvelle édition du programme Air Pur, projet phare d'amélioration de la qualité de l'air en Pologne suspendu fin novembre 2024. L'objectif du programme revu est de mieux cibler les ménages vulnérables et de combattre efficacement la précarité énergétique. Le budget 2025 est de 10 Mds PLN (2,3 Mds€), issus du Fonds de Modernisation. Parmi les nouveautés du programme, il y a, entre autres, la confirmation obligatoire de la norme énergétique du bâtiment avant et après travaux ainsi que l'introduction d'un critère de revenus et de performance énergétique. La nouvelle édition du programme exclut le financement des chaudières à gaz.

La mairie de Łódź allouera 3 M PLN (70 M€) à un programme municipal de cofinancement du remplacement des chaudières à charbon. Le montant de la subvention peut atteindre 90% et le montant maximum du financement est de 9 000 PLN (2 090 €) pour les demandes individuelles et de 50 000 PLN (11 630 €) pour les bâtiments collectifs. Les demandes peuvent être soumises jusqu'au 30 juin 2025.

## Infrastructures de transport

En mars 2025, les travaux du plus long tunnel ferroviaire de Pologne ont débuté dans le massif du Beskid Wyspowy, entre Limanowa et Klęczany. Deux tunneliers chinois, Kinga et Jadwiga, creusent respectivement un tunnel d'évacuation et un tunnel principal de 3 750 m chacun. Ce chantier s'inscrit dans la modernisation de la ligne ferroviaire n°104 Chabówka–Nowy Sącz, comprenant viaducs, ponts, arrêts, électrification et rénovation de 12,5 km de voie, avec pour objectif de réduire le trajet Cracovie–Nowy Sącz à une heure. Réalisé par un consortium dirigé par Budimex, avec Gülermak, le projet est évalué à plus de 450 M€. Les tunnels seront creusés en 10 mois avec un travail en continu, atteignant jusqu'à 120 m de profondeur et reliés par sept galeries de sécurité. Les tunneliers, adaptés au terrain du flysch carpatique, ont été

spécialement conçus. Jadwiga est certifiée ATEX et a été transportée en 88 convois. Le projet s'inscrit dans le programme "Podłęże – Piekiełko", qui prévoit plus de 30 km de tunnels pour un budget de 3 Mds€, et marque une étape clé dans la modernisation du réseau ferroviaire polonais.

## Transport

### - ferroviaire

Pour la première fois en 26 ans, la Pologne a réussi à franchir la barre des 400 M de voyageurs sur les chemins de fer, avec plus de 407 M de passagers ferroviaires en 2024. Le plus grand opérateur PKP Intercity (PKP-IC) a transporté 78,5 M de passagers (+15% en g.a.). PKP-IC prévoit atteindre 110 M voyageurs d'ici 2030. Cette hausse sera possible, entre autres, grâce à de gros achats de matériel roulant. Le montant des dépenses prévues à cet effet dans la période 2025 – 2032 pourrait atteindre 19 Mds PLN (4,42 Mds€).

Début mars, Alstom a signé avec Clip Intermodal un contrat de livraison de 5 locomotives Traxx 3 MS. Le site d'Alstom à Kassel en Allemagne sera chargé de leur production. Les bogies pour locomotives seront produits dans le site d'Alstom à Wrocław. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, ces deux entreprises ont signé un contrat pour la fourniture de 13 locomotives multisystèmes Traxx.

### - électromobilité

Le 31 mars le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a lancé 2 appels à projets dédiés au développement de l'électromobilité. Le 1<sup>er</sup> concerne la construction et l'extension des réseaux électriques pour les stations de recharge publiques de grande capacité et est doté d'un budget d'1 Md PLN (240 M€) ; les projets peuvent être déposés du 31 mars au 21 décembre. Le 2<sup>ème</sup> soutient la construction et l'extension des réseaux électriques pour les stations de recharge des poids lourds ; son budget s'élève aussi à 1 Md PLN (240 M€), les projets peuvent être déposés du 31 mars au 31 aout 2025. Plus d'information [ici](#).

Avec un investissement de 50 M€, Mirova, une filiale de Natixis Investment Managers, est devenu l'actionnaire majoritaire de l'entreprise polonaise GreenWay Holding, propriétaire du réseau de 4500 points de recharge des véhicules électriques en Pologne, en Slovaquie et en Croatie.

### - aérien

Lors de la visite à Varsovie de Francisco Gomes Neto, président-directeur général d'Embraer, le 10 mars, Embraer et l'Institut d'aviation de l'Institut polonais de recherche Łukasiewicz ont signé un Memorandum of Understanding concernant la coopération portant sur la recherche de nouvelles technologies et de nouveaux matériaux pour l'industrie aéronautique. Embraer, comme Airbus, a soumis son offre pour la fourniture d'avions régionaux pour la compagnie aérienne nationale LOT.

## HONGRIE

### Energie

#### - hydrocarbures

La compagnie pétrolière et gazière MOL a annoncé avoir découvert un nouveau gisement de pétrole près de Somogyssámon, dans l'ouest du pays. Le champ est capable de produire 1 200 barils par jour, ce qui représente environ 1% de la production d'hydrocarbures au niveau du groupe.

Le ministère de l'Énergie a dévoilé les résultats des appels d'offres pour six concessions d'exploitation d'hydrocarbures. MOL a été désignée lauréate des concessions de Hatvan et Kiskőrös, ainsi que celles de Buzsák et Tamási en partenariat avec TPOC Ltd. HHE Group Kft a remporté la concession de Csongrád, tandis que CanCambria Hungary Kft. s'est vu attribuer celle de Kiskunhalas. Les contrats seront signés sous 90 jours. Les concessions de Kalocsa et Tab n'ont pas été attribuées.

MOL a annoncé l'acquisition d'un champ gazier situé à Endrőd, dans l'est du pays, auprès de la société O+GD. L'opération porte sur un site qui comprend 29 puits et produit environ 1 000 barils équivalent pétrole par jour. Afin de renforcer sa production d'hydrocarbures sur le territoire hongrois, l'entreprise prévoit d'investir 375 M€ au cours des trois prochaines années.

### - énergies renouvelables

PannErgy, acteur hongrois en matière de géothermie, a conclu un accord avec le groupe énergétique public MVM pour le rachat de l'intégralité de sa participation de 9,3 % au capital de la société. L'opération, d'un montant total de 6,4 M€, s'effectuera en deux étapes, au prix de 1 512 forints par action. Dans un premier temps, la filiale à 100 % PannErgy Geotermikus Erőművek a acquis 975 745 actions par le biais d'une transaction boursière qualifiée de « grande ampleur ». Le solde, soit 700 000 actions, sera racheté sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale de PannErgy le 10 avril.

La ville de Bóly poursuit l'extension de son système géothermique dans le cadre d'un projet de 472 000 €, visant à accroître la production d'eau thermale grâce à un nouveau puits foré en 2023. Ce projet vise à améliorer l'efficacité du réseau, à créer de nouveaux centres de chaleur et à étendre les canalisations sur 5 km pour répondre à la demande croissante du parc industriel local. L'agrandissement bénéficiera également à l'agriculture, notamment par le soutien apporté à la culture sous serre et le séchage des récoltes.

Le secrétaire d'État à l'Énergie, M. Gábor Czepek, a annoncé le lancement d'un programme gouvernemental doté de 102 M€ et qui vise à **renforcer la production nationale de biogaz et de biométhane**. Ce dispositif prévoit un taux de financement qui peut atteindre 65 % des projets et a pour objectif de doubler la production actuelle, estimée à 200 M m<sup>3</sup>. L'appel à projets devrait être ouvert dès le mois de juin ou juillet.

## Environnement

MOHU, filiale du groupe pétrolier et gazier MOL et concessionnaire national pour la gestion des déchets, étend son réseau avec cinq nouveaux centres de recyclage à Budapest. Ces centres, situés à Komárom, Fót, Veresegyház, Tata et Karcag, s'inscrivent dans un vaste projet qui vise à déployer un réseau national de 83 installations.

## Transport

### - ferroviaire

La société de fret ferroviaire hongroise Rail Cargo Hungaria, filiale d'OBB et son homologue slovène SZ-Tovorni Promet ont signé un accord de coopération. En vertu de cet accord, les parties accéléreront l'émission d'offres pour le transport de wagons isolés. Ce mode de transport nécessite une main-d'œuvre importante et est peu rentable en raison des trajets courts et de l'obligation d'offrir une gamme de services adaptée à la demande. En Hongrie, les compagnies de fret ferroviaire bénéficient de 16 M€ de subventions annuelles pour cette activité.

### - routier

Le ministère de l'Énergie a annoncé la prolongation de son programme de soutien à l'achat de véhicules électriques pour les sociétés, jusqu'à épuisement des fonds alloués. Initialement prévu pour se terminer fin mars, ce programme permet aux entreprises de demander des subventions qui peuvent atteindre 9 990 € par véhicule, en fonction de la capacité de la batterie. Le financement provient du programme REPowerEU de l'Union européenne.

# TCHÉQUIE

## Energie

### - hydrogène

La 15<sup>ème</sup> édition des *Hydrogen Days*, organisée à Prague par la plateforme tchèque Hytep, a réuni plus de 200 acteurs pour débattre des freins réglementaires à l'industrialisation de la filière hydrogène en Europe centrale. Axée sur le [Policy Paper](#) publié par Hytep en amont de

l'événement, la conférence a mis en cause les contraintes de RED III et du règlement RFNBO : principe d'additionalité, corrélation horaire, critères de proximité géographique, traçabilité exigée du caractère renouvelable de l'électricité alimentant les électrolyseurs. Elle a aussi permis d'intéressants échanges croisés entre les autorités tchèques, les plateformes de pays voisins (Pologne, Hongrie, Slovaquie), la BEI et plusieurs industriels (dont *KHNP*, *Gasunie ORLEN Unipetrol* et *EWE GASSPEICHER*).

Plus d'information : [HydrogenDays 2025](#).

À Brno, le Ministre de l'Industrie et du Commerce, *Lukas Vlcek*, a inauguré un prototype de générateur d'hydrogène vert développé par la start-up [NANO Advanced](#). Cette start-up, hébergée au sein du parc scientifique et technologique de la ville, a conçu un système innovant qui utilise l'intelligence artificielle pour limiter les pertes énergétiques.

Plus d'information : communiqué du [MPO](#).

## - ENR

La Chambre des députés a adopté l'amendement à la loi sur l'énergie Lex RES III. Cet amendement introduit une modernisation du cadre réglementaire du marché de l'électricité en établissant les règles relatives au stockage d'énergie, à la flexibilité de la demande et à l'agrégation de la production décentralisée. Il renforce par ailleurs la protection des usagers en introduisant un indice de garantie des fournisseurs, permettant d'améliorer la confiance dans les fournisseurs d'énergie, et en améliorant le comparateur de prix public. Le texte adopté introduit enfin la mise en place d'inspections obligatoires pour certaines petites installations solaires installées entre 2009 et 2010. Un amendement complémentaire a été déposé par le ministre de l'Industrie et du commerce, M. *Lukas Vlcek*, pour relever le seuil des installations concernées de 30 kW à 145 kW.

Plus d'information : communiqué du [MPO](#), [comparateur en ligne](#).

Le gouvernement a approuvé un projet de loi relatif à l'accélération de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables. Ce projet vise à simplifier les procédures d'autorisation de construction de centrales solaires et éoliennes dans des zones dites « d'accélération ». Ces zones, définies à trois niveaux (communal, régional, national), bénéficieront d'un traitement prioritaire, avec exemption conditionnelle d'évaluation d'impact environnemental (EIE). Le projet introduit également une redevance spécifique pour l'éolien de 50 CZK/MWh (2 €/MWh), reversée à 98 % aux communes concernées, afin de favoriser l'acceptabilité locale. Ce dispositif permettra à la Tchéquie d'anticiper la transposition de la directive européenne révisée sur les ENR, et vaut au pays d'être cité en exemple de bonne pratique par la Commission européenne. Le projet de loi doit être soumis au Parlement pour être adopté.

Plus d'information : communiqués du [MPO](#) et du [MZP](#).

## - carbone : captage, stockage et utilisation

Le 27 mars 2025, le gouvernement tchèque a adopté un *Plan d'action pour le développement des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du CO<sub>2</sub> (CCUS)*. Ce cadre stratégique, élaboré par le Ministère de l'environnement (MZP), vise à structurer la filière du carbone, encore balbutiante, pour décarboner les industries lourdes. Le Plan prévoit la cartographie des sites de stockage, le développement d'infrastructures de transport, l'intégration des CCUS dans les stratégies nationales et la création d'une plateforme dédiée. Le CO<sub>2</sub> capté pourra être stocké ou valorisé dans des usages industriels (matériaux, carburants). La mise en œuvre sera pilotée par une plateforme nationale CCUS coordonnée par le MZP.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#), [Plan d'action CCUS](#).

## Métaux

Le gouvernement tchèque a approuvé un projet de règlement classant les gisements de lithium de *Cínovec* et de *Horní Slavkov* comme gisements d'importance stratégique. Cette mesure permet d'accélérer les procédures d'autorisation d'extraction. Elle s'inscrit dans le cadre du [règlement européen 2024/1252](#) sur les matières premières critiques.

Plus d'information : communiqué du [MPO](#).

## Sobriété

### - gestion des déchets

Le gouvernement tchèque a approuvé un amendement à la loi sur les produits en fin de vie pour garantir l'application effective du [règlement européen 2023/1542](#) sur les batteries. Le texte introduit des règles précises pour la gestion des batteries tout au long de leur cycle de vie : écoconception, collecte, recyclage, traçabilité, responsabilité élargie des producteurs (REP). Les principales nouveautés incluent : i) des délais contraignants pour la certification des transformateurs de déchets, ii) des sanctions exécutoires en cas de non-respect des obligations européennes, iii) une régulation plus stricte du stockage des batteries industrielles, iv) une protection accrue des exploitants de centrales solaires si leur éco-organisme de recyclage venait à disparaître.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

Les Ministres de l'Environnement tchèque et bavarois ont convenu du retrait, sous 10 semaines, des 500 t de déchets illégalement expédiés à *Jiřkov et Brno* par la société bavaroise *Roth International*. Bien que l'entreprise ait entamé une procédure d'insolvabilité, l'État de Bavière assurera le traitement des déchets via une exécution subsidiaire.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

Un projet pilote soutenu par six grandes entreprises du secteur (*IKEA, Hornbach, Jysk, Kinnarps, Řeřeto, XXXLutz*) a été lancé pour tester un futur système de Responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les meubles en Tchéquie. Ce projet, mené en coopération avec le Ministère de l'Environnement, vise à collecter et analyser des données sur la composition et la réutilisation des meubles usagés, aujourd'hui majoritairement envoyés en décharge faute de filière adaptée. Depuis le 11 mars jusqu'au 31 mai 2025, dix points de collecte, répartis dans cinq villes (*Prague, Brno, Jihlava, České Budějovice, Jindřichův Hradec*), permettent aux particuliers de déposer leurs meubles. Les résultats seront rendus publics en juin 2025 et serviront de base à la création d'un cadre légal à moyen terme, intégré à la stratégie « *Tchéquie circulaire 2040* ».

Plus d'information : communiqué du [MZP](#), [site web du projet](#).

À compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, l'amendement à la loi sur la protection de l'air supprime la possibilité pour les communes de réglementer l'incinération des biodéchets par voie d'ordonnance. Cette modification, introduite par voie parlementaire, harmonise la législation tchèque avec la [directive européenne 2008/98](#) relative aux déchets. Elle clarifie que l'élimination des biodéchets (feuilles, tontes, branches) relève exclusivement de la loi sur les déchets et doivent être triés à la source, compostés ou dirigés vers une collecte séparée.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

## Biodiversité

Face aux fuites de benzène consécutives au déraillement d'un train à *Hustopeče nad Bečvou* dans la région d'Olomouc en février 2025, le gouvernement tchèque a adopté une résolution recommandant au gouverneur de la région de déclarer l'état d'urgence. Une cellule de crise pilotée par le Ministère de l'Environnement (MZP) coordonnera les actions des Ministères concernés (Santé, Transports, Agriculture, Finances) et de l'Inspection de l'environnement. Les mesures prévues incluent la délimitation de la zone contaminée, le traitement des sols et eaux souterraines, la restauration des infrastructures et l'indemnisation via la réserve budgétaire de l'État.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

La revitalisation de l'étang de *Žebětín (Brno)* touche à sa fin. Le projet s'élève à plus de 7,6 M CZK (304 000 €), financé à 83 % par l'État (252 000 € via le *Programme national pour l'environnement*), à 9,2 % par la région de Moravie du Sud (28 000 €) et à 7,9 % par le district municipal de *Brno-Žebětín* (24 000 €). Le projet vise à restaurer un écosystème humide classé, en améliorant la biodiversité (grenouilles rares, oiseaux des roselières) et la rétention d'eau face

au changement climatique. Il inclut le curage de 6,4 km<sup>3</sup> de sédiments, la réhabilitation des berges et la création d'un espace récréatif. La fin des travaux est prévue mi-mars 2025.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

## Transport et infrastructures

La fréquentation des transports publics en Tchéquie n'a pas encore atteint le niveau de 2019 malgré des investissements records dans les parcs de véhicules, notamment ferroviaires. Les opérateurs ferroviaires ont transporté en 2024 près de 190,86 M passagers (+3,4 % en g.a. et -1,54 % par rapport à 2019) alors que 340,18 M passagers ont été dénombrés dans les bus (-1,13 % en g.a. et -3,25 % par rapport à 2019). Les transports en commun ont enregistré la plus forte baisse par rapport à 2019 (-11,1 %) avec 1,98 Mds de passagers.

### - ferroviaire

EUROVIA CZ (groupe Vinci Construction), en consortium avec PORR et STRABAG a remporté le premier marché de génie civil (267 M€) concernant les connexions rapides « Moravie centrale » sur l'axe Brno-Ostrava. Les travaux de construction et de modernisation des 9,5 km de la ligne ferroviaire entre Nezamyslice et Kojetín comprennent la construction d'une nouvelle ligne à double voie, permettant d'atteindre une vitesse de 200 km/h, et devraient débuter en mai 2025 pour s'achever fin 2028. Le lancement des travaux sur ce tronçon est présenté par le gouvernement tchèque comme le véritable démarrage du projet LGV tchèque.

Le gestionnaire ferroviaire SZ a lancé sa première campagne de marketing au niveau national « La nouvelle dimension du voyage », visant à sensibiliser le grand public à l'importance et aux avantages des LGV (vitesse, innovation et écologie). La campagne s'accompagne du lancement d'un [nouveau site web](#) : « découvrez les LGV ».

Après avoir réalisé avec succès une phase de tests de trains autonomes sans passagers sur sa ligne de 24 km entre Kopidlno et Dolní Bousov (Bohême de l'Est et Bohême centrale), AŽD a ouvert le 5 avril ces mêmes trains aux passagers pendant certains weekends et prévoit de les opérer jusqu'au début du mois d'octobre 2025. La réglementation tchèque n'autorisant pas la circulation de ce type de train, un conducteur de train reste à bord pour superviser le voyage (ligne avec des passages à niveau). La ligne est en propriété d'AŽD depuis 2016.

Trois trains de l'opérateur national České dráhy circulent désormais au biocarburant : après des essais sur le circuit de test de Cerhenice, l'opérateur a commencé des tests du carburant à plus forte teneur en huile végétale hydrotraitée (HVO - 20 %) en conditions réelles dans trois trains RegioFox en Bohême centrale. Les tests se poursuivront pendant six mois.

### - aérien

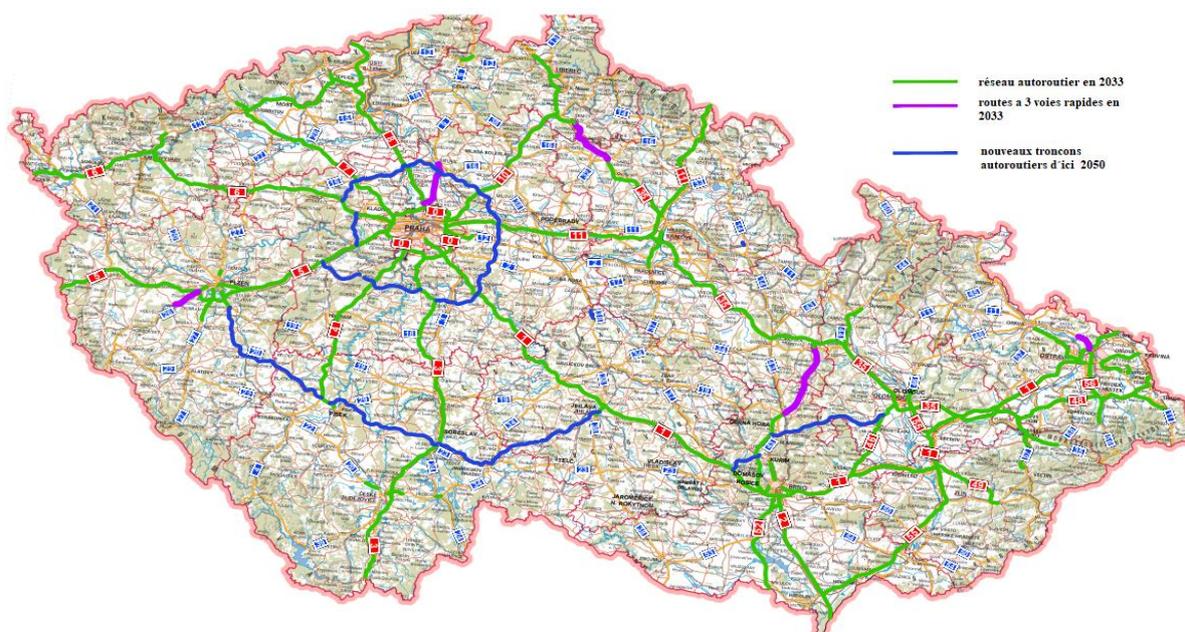
L'Autorité de la concurrence UOHS a rejeté la plainte de RyanAir concernant la hausse « exorbitante » des redevances aéroportuaires à Prague. Plus concrètement, l'opérateur a pointé la sous-estimation présumée du nombre de passagers prévu et la méthode de calcul des coûts correspondante, l'introduction de redevances pour les émissions d'oxyde d'azote, l'augmentation des redevances pour l'utilisation des comptoirs d'enregistrement et des réductions pour l'utilisation de l'enregistrement des bagages en libre-service qui sont estimées discriminatoires à l'égard des compagnies aériennes low cost. Selon les conclusions d'UOHS, la politique tarifaire de l'aéroport n'est pas contraire à la loi sur l'aviation civile. La décision n'est pas encore définitive et a fait l'objet d'un recours.

### - routier

La division « bus » de l'opérateur privé *RegioJet* lance à compter du 14 avril 2025 une nouvelle liaison en bus entre Prague et Varsovie avec des arrêts à Lodz et à Wrocław. Parallèlement, l'opérateur renforcera ses liaisons vers l'aéroport de Vienne. Les trains estivaux vers la Croatie seront remplacés pendant la saison estivale par les bus quotidiens directs entre Prague et Split.

Le ministère des Transports a approuvé le plan d'extension du réseau autoroutier après l'achèvement du réseau principal en 2033. Plus de 500 km de nouveaux tronçons sont prévus d'ici 2050 (ci-dessous en bleu) pour permettre de relier les capitales régionales sans passer par Prague. La Direction des routes et des autoroutes priorisera prochainement les constructions et devra entamer les négociations sur leur emplacement avec les municipalités concernées. Le

réseau actuel comprend 1 500 km et il reste 350 km pour compléter le réseau principal. En 2025, 74 km de nouveaux tronçons devraient être ouverts à la circulation, après 110 km en 2024.



## Fonds européens

Le Ministère de l'environnement tchèque (MZP) a lancé un appel à projets de 100 M CZK (4 M€) pour le démantèlement sécurisé de toitures en amiante dans les petites exploitations agricoles. L'aide, plafonnée à 1 M CZK (40 000 €) par projet, couvre jusqu'à 50 % des coûts (soit 1200 €/t).

Plus d'information : communiqué du [MZP, Appel n° 4/2025](#).

Le MZP a lancé un nouvel appel doté de 20 M CZK (800 000 €) pour créer des systèmes intégrés de surveillance et d'intervention contre les calamités dues aux moustiques dans trois zones paysagères protégées : *Poodří*, *Litovelské Pomoraví* et *Soutok*. L'appel s'inspire du projet *MOSPREMA*, cofinancé par les *Norway Grants* (519,5 M€), qui a testé avec succès des technologies de pointe (capteurs, modélisation 3D, drones larvicides). Les bénéficiaires (communes, régions, universités) auront jusque fin 2027 pour mettre en œuvre les dispositifs.

Plus d'information : communiqué du [MZP, Appel n° 7/2025](#).

Le MZP a lancé un nouvel appel à projets doté de 300 M CZK (12 M€) pour cofinancer l'installation de stations d'épuration des eaux usées domestiques (STEP) dans les communes rurales non raccordées à un réseau d'égout collectif. Jusqu'à 2000 unités pourraient être financées, avec une subvention allant jusqu'à 12 000 € par station. Depuis 2016, plus de 1,25 Md CZK (50 M€) ont été alloués à ce dispositif. Le programme vise à améliorer la qualité des eaux de surface, tout en permettant la réutilisation locale des eaux traitées (ex. irrigation). L'appel est ouvert jusqu'au 6 janvier 2027.

Plus d'information : communiqué du [MZP, Appel n° 6/2025](#).

Le MZP a lancé un appel à projets de 300 M CZK (12 M€) pour financer des rénovations énergétiques globales dans les écoles, hôpitaux, maisons de retraite, bureaux et autres bâtiments publics. Les subventions couvrent jusqu'à 60 % des coûts éligibles, selon les gains d'efficacité réalisés. Les projets peuvent inclure l'isolation, le remplacement des fenêtres, l'installation de panneaux solaires, la récupération de chaleur ou la modernisation de l'éclairage et de la ventilation. L'appel est ouvert jusqu'au 31 octobre 2025, hors régions charbonnières, qui bénéficient du programme pour une transition juste.

Plus d'information : communiqué du [MZP, Appel n° 8/2025](#).

Le MZP a lancé un appel à projets de 106 M CZK (4,24 M€) dans le cadre du programme de coopération suisse-tchèque, visant des actions hors-investissement en faveur du tourisme durable et de la biodiversité (produits locaux, lutte contre le surtourisme, espèces menacées...). L'aide peut couvrir jusqu'à 90 % des coûts pour des projets de 0,5 à 5 M CZK, soit de 20 000 à 200 000 €. Le programme s'inscrit dans l'accord-cadre du 29 juin 2023 au titre de la 2<sup>ème</sup>

contribution suisse à la cohésion de l'UE de 1,845 Md CZK (73,8 M€), dont 921,6 M CZK (36,86 M€) sont dédiés à l'environnement.

Plus d'information : communiqué du [MZP](#).

## SLOVAQUIE

### Énergie

Le 2 avril, le gouvernement, réuni en conseil des ministres, a approuvé la mise à jour du plan énergétique et climatique national (PNEC) intégré pour les années 2021-2030. La vice-Première ministre et ministre de l'Economie doit le soumettre à la Commission d'ici le 30 avril 2025. La version initiale a été approuvée en 2019. La mise à jour prend en considération notamment les deux crises du début des années 2020 : la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine.

Le nouveau plan se fixe les objectifs suivants pour 2030 :

- réduction des émissions des gaz à effet de serre de 64,3 % (sans LULUCF base 1990)
- réduction des émissions des gaz à effet de serre non-ETS de 22,7 %
- absorptions nettes dans le secteur LULUCF de -504 000t (par rapport à la moyenne 2016-2018)
- part des énergies renouvelables à 25 %
- consommation énergétique primaire +2,6 % ; consommation énergétique finale -1,8 % (modification par rapport au scénario de référence de l'UE en 2020)
- interconnexion des réseaux électriques supérieure à 50 %

Le document rappelle qu'en 2019 la Slovaquie s'est jointe à l'engagement en faveur de la neutralité carbone en 2050. La Slovaquie a pour principale stratégie la décarbonation de ses centrales électriques assurant **une production bas carbone avec l'accent mis sur une production stable** (nucléaire, hydroélectrique et thermique avec les ressources renouvelables) et d'autre part, la baisse des émissions de gaz à effet de serre grâce à l'électrification de différents secteurs. Le plan souligne **l'importance de la chaleur à partir du nucléaire** dans la décarbonation de la production de chaleur, qui permettra également de réduire la dépendance au gaz. Afin de baisser la dépendance aux importations des ressources énergétiques, à moyen terme, la Slovaquie soutiendra la production de combustibles synthétiques sur la base d'hydrogène renouvelable. En matière de sécurité des livraisons énergétiques et de diversification, le plan évoque l'importance de prendre en considération les technologies innovantes telles que les SMR. Le plan mentionne également le potentiel de la géothermie et la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en tant que principal investissement sur le long terme. La Commission avait adressé le 12 mars à la Slovaquie un avis motivé relatif au retard dans la mise à jour du plan qui aurait dû être soumis à la Commission au plus tard le 30 juin 2024.

Le 2 avril, le Premier ministre, accompagné de la ministre de l'Economie, a annoncé que le gouvernement travaillait sur une **aide énergétique ciblée**. L'aide continuera toutefois de s'appliquer à entre 60% et 80 % des ménages slovaques, ceux avec des revenus moyens ou en dessous de la moyenne. Si l'aide devait s'appliquer à tous les ménages, elle pourrait s'élever à 400 M€ pour le gaz. Après ciblage, des économies de l'ordre 50-100 M€ sont escomptées.

Concernant l'électricité des ménages, le ministère de l'Economie et le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, poursuivent la **négociation sur la prolongation du bouclier tarifaire**. Depuis 2023, les ménages paient le prix de 61 €/MWh (prix hors taxes et prélèvements). Slovenske elektrarne se dit prêt à offrir un tarif avantageux même en 2026 selon les termes du mémorandum signé avec le ministère mais aussi en accord avec la législation européenne. Cette aide devrait alors également être ciblée en faveur des ménages les plus vulnérables.

La ministre de l'Economie prévoit **la mise en place de cartes de températures en Slovaquie**. Ainsi, les différents tarifs devraient s'appliquer selon les districts slovaques en fonction de cartes qui prendraient en considération la durée des mois de chauffage. Ces cartes devraient être mises en place au plus tôt à partir de 2027.

Début avril, le ministère de l'Economie a lancé trois appels à projets d'un montant total de 163 M€ afin d'abaisser les coûts d'énergie pour les entreprises et soutenir les énergies renouvelables. Ces appels sont financés par les fonds structurels et le plan de relance :

- Le premier appel, « les entreprises au vert », d'un montant de 66 M€ s'adresse aux très petites entreprises et aux PME. Elles peuvent profiter d'un soutien rapide pour des

installations des technologies vertes et des audits énergétiques. Le soutien maximal par demandeur s'élève à 50 000 € ;

- Le deuxième, d'un montant total de 67 M€, se focalise sur l'efficacité énergétique (42 M€) et l'utilisation des énergies renouvelables dans les entreprises (24 M€) ;
- Le troisième appel, d'un montant de 30 M€, est dédié au soutien à la construction des installations de production d'électricité à partir des énergies renouvelables et des systèmes de batterie.

Début avril, la Commission a lancé un appel à projets pour des infrastructures énergétiques doté de 600 M€, et l'instrument financier de cet appel, le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF Energy), soutiendra ces initiatives transfrontalières. Cinq projets slovaques se trouvent sur la liste de projets d'intérêt commun qui pourraient profiter de cette aide.

- L'interconnexion électrique entre la Slovaquie (Ladce) et la Tchéquie (Otrokovice). Cette interconnexion devrait remplacer d'ici 2035 le réseau de 220 kV existant ;
- La modernisation de la centrale hydroélectrique à accumulation par pompage de Čierný Váh au nord du pays, aujourd'hui la plus grande installation pour le stockage d'électricité dans le pays. Le projet devrait également prolonger de 25 ans la vie technique de la centrale ;
- La construction d'une « nouvelle autoroute pour l'hydrogène » à partir de l'Ukraine vers la Slovaquie, Tchéquie, Autriche et Allemagne ;
- La modernisation des réseaux électriques : projet Acon entre la société de distribution Zapadoslovenska distribucna (SK) et EG.D (CZ) ;
- Le projet entre la Slovaquie et la Hongrie Danube InGrid en réalisation depuis 2020 qui devrait permettre l'amélioration de la connexion au réseau des énergies renouvelables.

## - électricité

Le 25 mars, la Commission européenne a pris sa décision concernant le rachat par le groupe tchèque EPH (contrôlé par Daniel Kretinsky) des parts d'ENEL au sein du principal électricien du pays, la société Slovenske elektrarne. Pour mémoire, aujourd'hui, les deux acteurs détiennent, à parts égales, les 66 % de Slovenske elektrarne, les 34 % restant étant propriété de l'Etat. La Commission a conclu que cette transaction notifiée ne pose pas de problème de concurrence vu son impact limité sur la structure du marché.

Pour en savoir plus : <https://competition-cases.ec.europa.eu/cases/M.11856>

En 2024, **les émissions de CO<sub>2</sub> issues de la production d'électricité ont pour la première fois baissé au-dessous du seuil 100 g/kWh**. Il y a cinq ans, elles étaient de 177 g/kWh. Depuis, Slovenske elektrarne a fermé la production dans deux centrales thermiques à charbon et a lancé le troisième réacteur nucléaire à Mochovce. Ainsi, les émissions n'ont atteint que 97 g/kWh soit la **4<sup>ème</sup> position dans l'UE** après la Suède, la France et la Finlande. Parmi les grands producteurs d'électricité avec des émissions importantes, il reste encore US Steel, la raffinerie Slovnaft et la centrale à gaz de Malzenice. La mise en service du 4<sup>ème</sup> bloc nucléaire à Mochovce dont les travaux de construction s'achèvent, devrait permettre d'atteindre 85 g/kWh.

## - gaz

En 2024, la principale compagnie de gaz, la société publique SPP, a réalisé un chiffre d'affaires de 3,1 Mds€ avec un résultat de 279 M€. Le profit a reculé de 4 % en g.a. du fait de la baisse des prix des énergies. Sa part de marché sur le marché du gaz s'élève à 63 % et sur celui de l'électricité à 12 %. SPP a payé un dividende de 290 M€ à l'Etat slovaque. Le prélèvement sur les entreprises dans le secteur régulé et les impôts ont apporté au budget slovaque des recettes à hauteur de 431 M€. La contribution totale au budget national s'élève donc à 721 M€.

## - nucléaire

Après les essais hydrauliques à froid en décembre 2024 (130°C et pression de 13,7 MPa soit 111 % de la pression de fonctionnement), Slovenske elektrarne a informé, le 21 mars dernier de la nouvelle étape propre au lancement du 4<sup>ème</sup> réacteur nucléaire à Mochovce. Slovenske elektrarne a commencé avec les essais hydrauliques à chaud soit plus que 260 °C. Pendant ces essais, la société va réaliser des tests de résistance à la pression et des tests d'étanchéité sur le circuit primaire et le réacteur, des tests de fonctionnalité des appareils aux circuits primaire et secondaire, des tests de systèmes de sécurité, de systèmes à air, de systèmes de contrôle et de

gestion. Selon le directeur général de Slovenske elektrarne, la société envisage l'introduction du combustible nucléaire dans le réacteur à la fin de cette année.

### - chaleur

Le 21 mars, l'Autorité de régulation a pris, selon les propos de son président, des démarches sans précédent, mais appropriées face à l'énorme risque d'interruption des fournitures énergétiques de la part de Chemes à Humenne (est du pays, 30 500 habitants). En effet, après les problèmes rencontrés par cette société de chaleur depuis l'année dernière, l'Autorité a émis un décret ordonnant à Chemes de remettre ses infrastructures à la société publique de chauffage MH Teplarensky holding.

## Transport

### - routier

Le 10 avril, le Parlement a approuvé une nouvelle possibilité d'investissement par les caisses d'épargne - retraite. Ces caisses qui gèrent le deuxième pilier privé par capitalisation des retraites ont désormais la possibilité d'investir dans les infrastructures à travers un investissement dans des titres spécialisés – fonds d'investissement alternatifs. Ces fonds doivent faire partie des projets d'infrastructure d'importance publique. Ces investissements devraient être, selon le ministère du Travail, complémentaires. Les caisses peuvent donc investir au maximum 5 % de leurs fonds, soit approximativement 800-900 M€.

### - ferroviaire

La société ferroviaire publique chargée du transport des passagers, Zeleznicna spolocnost Slovensko, a lancé une série d'appels d'offres :

- appel d'offres pour l'achat de 16 nouvelles unités électriques hybrides (avec une option de 20 unités supplémentaires) pour le transport régional. La valeur estimée de ce marché s'élève à 312 M€, et la date limite de réception des offres est fixée au 24 avril. *Pour en savoir plus :* <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/169936-2025>
- appel d'offres pour l'achat de 10 wagons – lits (avec une option de 14 wagons-lits supplémentaires) avec un service de 10 ans. La valeur estimée de ce marché s'élève à 90 M€ ; la date limite de réception des offres est fixée au 28 avril. *Pour en savoir plus :* <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/184342-2025>
- appel d'offres pour l'achat de 8 unités électriques (avec une option de 7 unités supplémentaires) avec un service de 10 ans et pour un transport tant domestique qu'international. La valeur estimée de ce marché s'élève à 645 M€, date limite de réception des offres est fixée au 28 avril. *Pour en savoir plus :* <https://ted.europa.eu/fr/notice/-/detail/172591-2025>

### - aérien

Le 3 avril, les députés ont approuvé l'autorisation pour le ministère des Transports de limiter ou d'interdire des vols civils dans un espace aérien déterminé afin d'empêcher la propagation des maladies contagieuses des animaux. En effet, le 21 mars, les autorités slovaques ont confirmé l'apparition de la fièvre aphteuse suite à la contamination de 6 fermes.

## Environnement

Selon la fédération européenne des compagnies des eaux, EurEau, les pertes d'eau dans les infrastructures slovaques représentent 26,6 %, soit des pertes supérieures à la moyenne européenne de 24 %.

Suite à un accident mortel après une attaque d'un ours le 31 mars en Slovaquie centrale, le gouvernement, réuni en conseil des ministres le 2 avril, a déclaré la **situation d'urgence dans 55 districts** (79 districts au total en Slovaquie) et a approuvé **l'abattage de 350 ours** afin de réduire la population à 1 000 ours. Selon les données du ministère de l'Environnement et de l'Administration nationale de protection de la nature, il y a eu approximativement 115 attaques par ours ces 25 dernières années dont 4 mortelles. Depuis 2000, 604 ours ont été tués dont **94 abattus en 2024** (année record) et 50 autres tués après accident routier, braconnage ou autre.

D'après l'Association des producteurs de ciment en Slovaquie, en 2024, les cimenteries slovaques ont énergétiquement valorisé 374 000 t de combustibles alternatifs en provenance de déchets. La partie non brûlée, à savoir la cendre, a été ajoutée dans le ciment. En utilisant les déchets, les cimenteries ont diminué leur empreinte carbone car elles se passent désormais de 230 000 t de charbon. Les déchets ont remplacé 75 % de la chaleur en provenance des combustibles fossiles.

L'Institut météorologique a publié les nouvelles données concernant les émissions de gaz à effet de serre. En 2023, les émissions (hors LULUCF) se sont établies à 36 094,23 Gg<sub>CO2 eq</sub> soit le niveau historiquement le plus bas depuis 1990. Par rapport à 1990 (73 946,59 Gg<sub>CO2 eq</sub>), il s'agit d'une baisse de 51,2 %. Le secteur énergétique est responsable de 75 % de toutes les émissions.

## LITUANIE

### Infrastructures électriques

Le gouvernement lituanien a approuvé un accord avec la société ORLEN Lietuva, visant à reconnaître son projet de modernisation de la raffinerie comme stratégique. Ce projet de plus de 1 Md € permettra d'accroître l'efficacité de la raffinerie du district de Mažeikiai de 20 % en matière de consommation de pétrole brut. L'accord met également l'accent sur la décarbonation, la production d'énergie verte, et la coopération dans des domaines tels que la sécurité énergétique et la protection de l'environnement. Des mesures de soutien financier seront mises en place pour faciliter la mise en œuvre du projet.

Le gouvernement lituanien a prévu d'accroître le rythme de modernisation du réseau électrique afin de renforcer le réseau de distribution et de garantir une fourniture d'électricité plus stable. 2 000 km de lignes électriques souterraines seront installés à la place des lignes aériennes de 10 kV dans les zones forestières entre 2025 et 2028. Le rythme de remplacement des lignes aériennes sera triplé, assurant ainsi une meilleure stabilité de l'approvisionnement en électricité, notamment lors des situations d'urgence. Selon le ministre de l'énergie, il s'agit de prévenir les situations analogues aux tempêtes de l'été 2024, suite auxquelles de nombreux résidents avaient été privés d'électricité. Un budget de 40 M€ sera alloué à ce projet, financé par la Facilité de relance et de résilience (FRR).

### Énergies renouvelables

Le gouvernement prévoit d'accorder 8,5 M€ de subventions aux ménages pour le remplacement de leur système de chauffage inefficace ou polluant. Les subventions bénéficieront à l'installation de nouvelles chaudières ou pompes à chaleur. Plus de 7000 résidents ont fait ou prévoient de faire installer de nouveaux systèmes de chauffage dans leurs habitations et plus de 13 M€ de subventions ont déjà été versés dans le cadre de ce dispositif.

De nouvelles mesures ont été prises pour faciliter l'investissement des municipalités dans l'énergie éolienne et photovoltaïque. 50 M€ de prêts garantis seront attribués par l'agence ILTE (banque d'investissement lituanienne), à un taux d'intérêt fixe de 3 % et une période de remboursement de 20 ans. Ces conditions d'emprunts bénéficieront aux municipalités et à leurs entreprises qui souhaitent installer des dispositifs de production d'électricité.

### Transport

#### - fluvial

Aucune décision n'a été prise pour l'instant concernant l'adaptation d'une voie de navigation entre Vilnius et Kaunas sur la Neris. En réponse à la réaction négative des spécialistes de l'environnement, l'Administration des voies navigables lituaniennes (VVKD) a annoncé qu'aucun financement n'a été approuvé pour l'instant et que le projet ne sera envisagé qu'après consultation des parties intéressées et une analyse approfondie. Les priorités actuelles de la VVKD sont le développement du transport de marchandises sur la Nemunas entre Kaunas et Klaipėda, l'entretien des voies navigables et l'investissement dans des navires zéro émission, réduisant ainsi les émissions de CO<sub>2</sub> de 14 400 t par an.

11 M€ seront alloués à l'acquisition de véhicules de transport fluvial zéro carbone. Cet investissement doit également permettre d'acquérir une barge non-motorisée, une grue et un pousseur 100% électriques. Ce projet vise à promouvoir le transport fluvial vert, en particulier

sur le fleuve Nemunas entre Kaunas et Klaipėda, avec des véhicules alimentés par des moteurs électriques et des batteries offrant une autonomie de 300 km. Sur la totalité des crédits, 9 M€ proviennent du plan de relance et de résilience.

### - routier

Le ministère de l'économie prévoit de répartir 16,3 M€ de subventions, accordées aux municipalités pour financer des projets d'infrastructures favorisant le développement de l'économie locale. Des projets tels que la construction d'installations énergétiques, de réseaux de communication, et autres infrastructures nécessaires pourront être en partie pris en charge par l'Etat.

Un fonds d'infrastructures routières va être créé à partir de 2026 afin d'accroître les investissements dans les infrastructures routières. Ce fonds sera alimenté par des péages électroniques pour les poids-lourds (qui remplaceront les vignettes actuellement en vigueur) et des amendes et des taxes sur l'immatriculation des véhicules. Ainsi, le financement de l'entretien des routes devrait atteindre près d'1 Md€ en 2026. La gestion du fonds sera assurée par l'opérateur public des routes Via Lietuva, et son activité sera supervisée par un conseil et audité annuellement pour en garantir la transparence.

### - ferroviaire

Un nouvel appel d'offres public a été lancé pour la construction d'une section de 18,9 km du projet Rail Baltica, qui reliera la ligne Sveicarija-Žeimiai-Šėta-Ramygala à la ville de Kaunas. En raison de la taille et de la complexité du projet, il est divisé en deux sections de 10,4 km et 8,5 km. Les contrats peuvent être attribués à un seul ou à plusieurs fournisseurs. La construction devrait commencer au second semestre de cette année.

### - aérien

Le projet de développement du tarmac nord de l'aéroport de Kaunas, qui a débuté fin 2023, a été achevé. Le coût total du projet s'élève à 15 M€ (hors TVA). Il a permis d'augmenter l'espace disponible pour les avions civils et militaires, renforçant ainsi la position de l'aéroport en tant que centre aéronautique majeur dans la région. Grâce à ces travaux, le nombre de places de stationnement pour avions a augmenté de plus d'un tiers, et de nouvelles installations pour les tests de moteurs ont été créées. Ce développement, qui inclut également l'agrandissement du terminal passagers, vise à renforcer les capacités de service technique et à répondre à la demande croissante de services de maintenance aéronautique.

## LETTONIE

### Énergie

La Banque nordique d'investissement (NIB), avec Luminor Bank (contrôlée à 80% par le fonds d'investissement américain Blackstone) et la banque allemande NORD/LB ont signé un accord de cofinancement d'un parc solaire de 148 MW dans la municipalité de Ventspils. Le projet est mis en œuvre par « Stelo Orienta SIA », filiale de l'entreprise danoise d'énergie renouvelable « European Energy ». Le montant total du financement s'élève à 68 M€, dont un prêt de 28 M€ soutenu par NIB au titre du programme européen InvestEU afin d'accélérer la transition vers des énergies propres. Le nouveau parc solaire devrait être mis en exploitation durant le premier semestre 2026. [EUR 68 million investment in place for Ventspils solar farm / Article](#)

### Infrastructures

L'aéroport international de Riga a lancé un appel d'offres portant sur la reconstruction d'une aire de trafic d'une surface de 80 000 m<sup>2</sup>, afin de créer de places supplémentaires de stationnement pour les avions de classe A à E. Le projet comprend également l'aménagement de zones de stockage pour l'équipement de service des avions, l'installation d'une sous-station électrique indépendante pour assurer l'éclairage de l'aire de trafic et l'alimentation en énergie des places pour avions, ainsi que l'installation des nouveaux systèmes de vidéosurveillance et de drainage des eaux pluviales. Le montant total du projet est estimé à 39,3 M€ (hors TVA), dont 50% financés par CINEA. Les travaux de reconstruction devraient être terminés d'ici fin

## 2027. [Riga Airport Announces a Construction Tender for the Reconstruction of Riga Airport's Apron 4 | RIX](#)

Quatre entreprises ont été retenues pour participer à la dernière étape de l'appel d'offres lancé en novembre 2023 par l'aéroport international de Riga portant sur la construction du nouveau terminal passagers d'une superficie de 45 000 m<sup>2</sup>. Dans le cadre de ce projet, il est prévu de construire un nouveau bâtiment du terminal, un centre de tri des bagages, de nouvelles voies d'accès, un parking aérien, ainsi que la connexion entre l'aéroport et la gare Rail Baltica. La construction du nouveau terminal, dont le coût total est estimé à 167 M€, devrait débuter au second semestre 2025 et durer quatre ans. [Four applicants have been invited to the final stage of the construction tender for the extension of Riga Airport's terminal | RIX](#)

## Transports

Le conseil municipal de Riga a décidé de lancer un projet pilote de mise en place d'un ticket unique à 2 €, valable 90 minutes, pour les transports publics de Riga (bus, tram, trolleybus) et les lignes suburbaines des trains régionaux. Dans un premier temps, le ticket unique sera disponible seulement sur l'application de la compagnie de trains de passagers ([www.vivi.lv](http://www.vivi.lv)). Le projet pilote, d'une durée d'un an, pourrait démarrer le 1<sup>er</sup> juin 2025.

## Environnement

En Lettonie, les quantités de déchets mis en décharge devront être réduites par quatre d'ici 2035 pour atteindre l'objectif de 10% du total des déchets municipaux mis en décharge. A ce jour, 44% des déchets produits en Lettonie sont encore mis en décharge, 53% sont recyclés et 3% sont incinérés. Selon le ministère du Climat et de l'énergie, lors des dix prochaines années, la part des déchets recyclés devrait passer à 65%, tandis que celle des déchets incinérés, à 25% (220 000 t/an). Le ministère prévoit que les déchets destinés à l'incinération soient dirigés vers trois installations de régénération : le fabricant de matériaux de construction *Schwenk Latvija* et deux nouveaux incinérateurs dans la région de Riga. Toutefois, les projets du ministère sont confrontés aux protestations des habitants contre la construction de nouvelles usines d'incinération des déchets et les ONG qui soulignent l'insuffisance de l'évaluation des risques. [Nākamajos 10 gados apglabāto atkritumu apjoms jāsamazina četrreiz; iedzīvotāji – pret jaunām dedzinātavām / Raksts](#)

## ESTONIE

Parmi les 47 projets stratégiques sélectionnés par la Commission européenne, dans le cadre de la législation sur les matières premières critiques, figure la start-up estonienne Up Catalyst, qui a développé une technologie de capture et transformation du CO<sub>2</sub> en graphite. UP Catalyst est le seul projet sélectionné dans la région balte et l'un des onze projets choisis pour le graphite. Cette sélection intervient au moment du lancement de la phase de commercialisation de la technologie développée par Up Catalyst. Dans la foulée, Up Catalyst a annoncé avoir obtenu, début avril, un prêt de 18 M€ de la Banque européenne d'investissement (BEI).

## Énergie

### - infrastructures énergétiques

Le producteur estonien d'énergies renouvelables, Enefit Green, a annoncé un investissement de 26 M€, pour la construction d'un parc de panneaux photovoltaïques à Strzalkowo en Pologne. Le parc devrait être opérationnel à l'été 2026 et pourrait produire jusqu'à 45 GWh d'électricité.

Le centre national de gestion des forêts publiques, RMK, a lancé une vente aux enchères pour des terres publiques avec un potentiel de développement de l'énergie éolienne. Jusqu'à présents des accords ont été conclus pour 12 zones.

### - éolien

Le groupe estonien spécialisé dans les énergies renouvelables, Enefit Green, a signé un accord avec la société d'investissements japonaise Sumitomo Corporation, marquant ainsi le début d'un partenariat stratégique pour le développement du premier parc éolien offshore dans le golfe de Riga, en mer Baltique. Selon l'accord signé, Enefit Green cède 50 % des parts de Liive

Offshore OÜ, la société de projet du parc éolien offshore de Liivi Bay, à Sumitomo Corporation. Ce projet éolien est un élément clé de la stratégie énergétique de l'Estonie : le pays ambitionne d'atteindre un mix électrique composé à 100 % de renouvelables d'ici 2035 et pour ce faire, l'installation de 1 GW en offshore dans les dix prochaines années est nécessaire. Actuellement, le pays ne produit pas d'énergie par l'éolien offshore. Le parc éolien offshore de Liivi Bay devrait comprendre jusqu'à 84 turbines d'une puissance totale maximale de 1 GW, avec une production annuelle d'électricité pouvant atteindre 4 TWh. Le parc sera situé dans le golfe de Riga, à 11 km de l'île de Kihnu et à 16 km de Häädemeeste.

## Environnement

### - biodiversité

En 2024, le centre national de gestion des forêts publiques, RMK, a réalisé un chiffre d'affaires de 253,3 M€, soit une baisse de 17,4 % par rapport à l'exercice 2023 qui s'élevait à 306,4 M€. Cette baisse s'explique principalement par la baisse du prix du bois en 2024 (-7,2 % en g.a.) et par la baisse des ventes de la société : en 2024, RMK a fourni 3,5 M m<sup>3</sup> de bois contre 3,9 M m<sup>3</sup>, l'année précédente, soit -12,8 %. RMK a versé 119,6 M€ de dividendes au Trésor public, et le budget percevra également un impôt sur le revenu de 24,6 M€. Toutefois, d'un point de vue environnemental, l'exercice est perçu comme réussi dans la mesure où l'entreprise est le plus important gestionnaire de réserves naturelles en Estonie. En 2024, les espaces protégés représentaient 43 % du portefeuille de la société. RMK a fait le choix de concentrer ses activités sur des zones de coupe plus petites et mieux intégrées à la nature ainsi que sur l'entretien des corridors verts et des zones forestières anciennes – au détriment d'un plus grand rendement financier. RMK a consacré près de 5 M€ à divers travaux visant à préserver la diversité naturelle sur les zones protégées dont elle a la charge. Par ailleurs, RMK a restauré des habitats d'espèces vivantes sur près de 2 200 ha, en mettant l'accent sur la restauration des zones humides. Des travaux de conservation des espèces ont été menés sur près de 200 ha pour 33 espèces rares ou menacées. La branche piscicole de RMK a introduit 300 000 jeunes saumons, corégones et esturgeons, ainsi que plus de 550 000 larves de corégones, dans les eaux estoniennes.

# Agenda

<b>16 avril</b>	Conférence « Place des déchets dans l'économie », <a href="#">ATKRITUMI EKONOMIKĀ - Dienas Bizness</a>
<b>23-25 avril</b>	<a href="#">European Economic Forum</a> , Katowice
<b>24 avril</b>	<a href="#">WindWorks. Powering Economy</a> , Riga
<b>24 avril</b>	Conférence « WindWorks. Powering economy », <a href="#">Home   WindWorks</a>
<b>26 avril</b>	<a href="#">Ekofest - Earth Day</a> , République Tchèque
<b>6-8 mai</b>	<a href="#">2025 cities mission conference</a> , Vilnius
<b>13-15 mai</b>	<a href="#">Rénovation urbaine : défis et solutions</a> – Poznan
<b>14-15 mai</b>	<a href="#">Impact Forum</a> , Poznan
<b>14-16 mai</b>	Conférence environnementale <a href="#">ENVIRO 2025</a> , Velké Karlovice
<b>19-20 mai</b>	<a href="#">Climate change adaptation mission forum</a> , Wroclaw
<b>21 mai</b>	Conférence "Nuclear Energy for Latvia", <a href="#">Conference 2025</a>
<b>16-17 juin</b>	<a href="#">Sommet énergétique polonais</a> , Gdansk
<b>23-27 juin</b>	<a href="#">Décarbonation de l'industrie</a> – Varsovie & Prague, Programme d'immersion – Business France
<b>21-22 septembre</b>	<a href="#">International Conference on Environmental Science and Development</a> , République Tchèque
<b>04 -11 novembre</b>	<a href="#">Conférence Biomasse, Biogaz et Energie 2025</a> , Přerov

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie  
Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : [noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr](mailto:noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr)